

Des dossiers non scellés révèlent comment les États-Unis ont abusé de l'agenda du changement climatique pour préserver leur puissance militaire



[Source : www.rt.com]

Des documents montrent une manipulation américaine malhonnête afin de maintenir l'hégémonie

Par l'unité d'enquête RT

[Illustration :© Getty Images / acinqantadue]

Des fichiers déclassifiés publiés par les archives de la sécurité nationale des États-Unis révèlent l'ampleur de l'intimidation américaine paranoïaque et agressive dans les coulisses des négociations sur le protocole de Kyoto, un accord historique des années 1990 qui obligeait presque tous les pays du monde à réduire les émissions de gaz à effet de serre, dans le but de contrecarrer le début du réchauffement climatique.

En particulier, Washington a cherché à s'assurer que le Pentagone était exempté des objectifs d'émissions. Ce désir était compréhensible – après tout, des recherches de l'Université de Durham et de Lancaster publiées en 2019 ont révélé que [REDACTED]

[REDACTED] S'il s'agissait d'un État-nation, il serait le 47e plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde.

Pourtant, le président Joe Biden a déclaré que le changement climatique était la plus grande menace pour la sécurité nationale, même si un cynique pourrait suggérer que la véritable crainte est que la destruction de l'environnement pourrait signifier que le budget de la défense américaine – 768 milliards de dollars cette année seulement – pourrait être légèrement réduit. Ce fut certainement le cas avant la signature du Protocole en décembre 1997.

Un câble confidentiel du Département d'État datant de la fin de 1997 conseillait à l'ambassadeur de l'ONU, Mark Hambley, de demander une « *exemption de sécurité nationale relative aux activités militaires qui soutiennent directement le maintien de la paix* », bien qu'il reconnaisse que le gouvernement fédéral et ses « *installations de défense et opérations de*

formation » étaient les « *seuls plus gros consommateurs d'énergie* » par les États-Unis.

Un article de la Brookings Institution de 2007 a supposé que le Pentagone était responsable de 93 % de toute la consommation de carburant du gouvernement américain. Pourtant, de nombreux documents inclus dans la tranche des archives de la sécurité nationale montrent que les responsables américains, en particulier Bill Clinton, ont été [délibérément mal] informés que le vrai chiffre n'était qu'une fraction de cela. Cette fausse image a ensuite été servie aux médias, aux législateurs et au public pour justifier l'exemption des émissions du Pentagone.

Par exemple, lors d'un briefing de mars 1998, des conseillers clés de la Maison Blanche ont déclaré au résident du bureau ovale que le ministère de la Défense ne représentait que 1,4 % des émissions totales de carbone, les opérations et l'entraînement militaires ne contribuant qu'à 0,8 %. Pendant ce temps, un document du Département d'État deux mois plus tôt contestant les critiques nationales du Protocole déclarait que les émissions militaires américaines « représentaient moins d'un demi pour cent des émissions totales de gaz à effet de serre des États-Unis ».

Ces chiffres sont complètement absurdes, étant donné que le DOD utilisait environ 30 000 gigawattheures d'électricité par an en 2006 et 46 milliards de gallons de carburant en moyenne chaque année au moment de l'étude, soit plus du double de toutes les compagnies aériennes civiles américaines de 2004 à 2020.

De toute évidence, il est impossible de concilier un engagement à lutter sérieusement contre les émissions de gaz à effet de serre avec une détermination à maintenir un vaste réseau mondial de camions, d'avions et de navires. Cette contradiction dans les termes est parfaitement résumée dans un document décrivant les approches américaines vis-à-vis de la Russie pour établir un contournement de la sécurité nationale dans le protocole de Kyoto.

« Notre délégation apprécierait le soutien de tous les membres de cet organe pour examiner comment nous pouvons protéger la paix mondiale tout en préservant notre planète grâce à une sorte de sécurité nationale ou de disposition d'urgence nationale », ont déclaré les responsables le 31 octobre 1997. *« Nous avons l'obligation à la communauté mondiale, à nos nations individuelles et, en fin de compte, aux hommes et aux femmes qui servent dans nos forces militaires pour qu'ils examinent attentivement la manière dont nous abordons les opérations militaires dans ce protocole.*

Washington avait d'autres moyens d'assurer l'acquiescement à son programme dominé par la sécurité nationale. Une note de service de début décembre 1997 rédigée par Hambley indique que les délégués japonais à Kyoto lui avaient demandé de reconsidérer la position américaine – *« Nous avons brièvement examiné cette idée et n'avons pas été impressionnés »,* rapporte le diplomate. À ce titre, il a proposé d'offrir des *« carottes d'émissions »* à Tokyo et plus largement aux *« pays en développement »* pour *« acheter leur*

acceptation ».

La même note détaille les sessions de négociation, notant que les représentants du Pentagone ont été directement impliqués dans les discussions, et en ce qui concerne les exemptions, ils *« ont soigneusement orchestré cette question qui, de toute façon, semble très problématique ».*

Une autre tactique déployée par les États-Unis consistait à utiliser le délégué néo-zélandais Daryl Dunn pour introduire l'idée d'un processus de suivi des discussions de Kyoto, rendant ainsi tout accord simplement provisoire et sujet à d'autres négociations futures.

Un autre mémo de Hambley indique comment les États-Unis ont poussé Dunn à faire cette suggestion impopulaire, et Dunn a commenté qu'il se souvenait de la sitcom populaire de la BBC *« Yes, Minister »*, *« dans laquelle le ministre, qui proposait régulièrement d'entreprendre des projets risqués ou simplement stupides, était encouragé à le faire par ses conseillers principaux pour revenir de la bataille en sang ».* Dunn, selon le mémo, *« craignait de devenir ministre ».*

Cette combinaison de pots-de-vin, de mendicité et d'intimidation a abouti à une coalition de volontaires. Le Japon et un certain nombre d'autres pays dépendant de l'armée américaine – dont le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Suisse – se sont engagés à soutenir les exemptions de sécurité nationale aux objectifs d'émission.

Cependant, d'autres participants à Kyoto, dont la Chine, la Russie et même le Royaume-Uni, étaient moins convaincus. Hambley a désespéré dans une note de service du 5 décembre sur les *« attaques inhabituellement amères »* lancées contre les États-Unis au sujet de leurs efforts pour dissimuler toutes les discussions sur la sauvegarde de la planète dans un double langage de sécurité nationale.

Par chance, quatre jours plus tard, le comité de Kyoto a accepté des exemptions qui incluaient des efforts militaires conjoints entre les pays, ce qui signifie que les émissions résultant de telles opérations n'avaient pas besoin d'être déclarées dans le cadre des totaux nationaux. Surtout, cela s'étendait à l'aviation et aux *« carburants de soude »* utilisés par les avions de chasse, les navires de guerre et les véhicules militaires en dehors des frontières nationales.

Il est clair que les États-Unis ont obtenu ce qu'ils voulaient à Kyoto, mais même ces concessions importantes n'étaient pas suffisantes pour certains milieux. Lorsque la nouvelle des protocoles convenus a été reçue sur les côtes américaines, la dissidence s'est manifestée dans les rangs politiques.

Une lettre envoyée par un groupe de législateurs républicains au président de l'époque, Bill Clinton, en janvier 1998 affirmait que *« la grande majorité de l'entraînement et des opérations nationales de notre armée tombera sous les limites du protocole »*, ce qui pourrait donc *« générer des pressions de la*

part de l'ONU pour réduire l'entraînement et les opérations qui ont rendu nos forces armées sans égal. De toute évidence, maintenir la « dominance totale » de Washington était considéré comme beaucoup plus vital que d'essayer de sauver la planète sur laquelle il domine.

Cette attitude est également omniprésente dans une évaluation très critique des termes du Protocole par le Bureau des initiatives environnementales de la Maison Blanche , qui note qu'il exempte « *uniquement* » les efforts militaires « *multinationaux et humanitaires* » de l'*obligation de rendre compte*. « *Cela nous mettra inévitablement sous pression pour limiter les actions militaires unilatérales, comme à la Grenade, au Panama ou en Libye* » , se désespère l'auteur anonyme du document.

Le document du bureau interne de l'environnement offre également un aperçu extraordinairement franc de l'état d'esprit paranoïaque des planificateurs américains. Par exemple, les incitations financières pour les pays atteignant les objectifs d'émissions étaient considérées comme des termes sinistres à somme nulle – « *une imposture* » à travers laquelle « *des milliards de dollars* » pourraient potentiellement être transférés vers des pays comme la Russie, et des « *nations voyous* » comme l'Iran, l'Irak , ou la Libye, tout en imposant à Washington des cibles « *trop dures* » et « *pas assez dures* » pour les autres.

Le mémo, situé dans la bibliothèque présidentielle de Clinton, déplore : « *Ce protocole ne viendra-t-il pas inévitablement porter atteinte à la souveraineté des États-Unis ?* » L'auteur est ensuite passé à la théorie du complot en posant la question suivante : « *N'allons-nous pas inévitablement confier les décisions concernant l'utilisation de l'énergie américaine, et donc l'économie américaine, à des organismes internationaux dominés par les pays en développement, agissant peut-être de concert avec l'UE ? Quelles sont les procédures de vérification pour s'assurer que les autres pays respectent leurs obligations ? Comment le protocole sera-t-il appliqué ?* »

En fin de compte, tous les complots, les machinations, les discussions et les angoisses de l'Amérique n'ont servi à rien. Le protocole de Kyoto est entré en vigueur en 2005 et a expiré 15 ans plus tard, sans que les États-Unis ne l'aient jamais ratifié et sans qu'ils n'aient jamais été près d'atteindre un seul des objectifs modestes et prospectifs qu'ils auraient été obligés – de manière tout à fait volontaire – de tenter d'atteindre, même s'ils étaient devenus signataires.

Ces documents illustrent amplement le fait que, lorsqu'il s'agit de choisir entre la « sécurité » mondiale et l'existence continue de la planète sous une forme vaguement habitable, le Pentagone et la Maison Blanche choisiront toujours la seconde solution, au détriment de l'environnement et de la vie humaine.